17 octobre 1961 - 17 octobre 2012

51ème Anniversaire - Vérité et Justice

Voilà plus d'une décennie que chaque 17 octobre nous nous retrouvons sur ce Pont.

Il y a près d'un an, le « Collectif D'ailleurs nous sommes d'ici » s'est adressé à la Mairie de Strasbourg demandant qu'une plaque du 17 octobre 1961 soit apposée sur la placette au bout de la rue de la Douane à côté de la crèche Stenger-Bachman. Ainsi ce tragique événement de 1961 restera gravé dans la mémoire militante du mouvement anticolonial ainsi que celle des habitant-e-s de notre ville.

Le maire de la ville devrait nous donner une réponse. Si nous insistons sur ce lieu c'est parce qu'il est à proximité du Pont du Corbeau qui porte la mémoire de nos rassemblements.

Contact: dailleursici67@gmail.com

Extraits de l'Appel : http://www.17octobre61.org/APPEL-pour-le-17-octobre-2012.html

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé par Maurice Papon, préfet de police de Paris. Ils défendaient leur droit à l'égalité, leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce jour-là, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés, torturés – notamment par la "force de police auxiliaire" - ou, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie. Des centaines perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrême des forces de police.

51 ans après, la Vérité est en marche. Cependant, la France n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans les guerres coloniales qu'elle a menées, - en particulier la Guerre d'Algérie - non plus que dans le cortège de drames et d'horreurs qu'elles ont entraînés, comme ce crime d'Etat que constitue le 17 octobre 1961. Certains osent encore aujourd'hui continuer à parler des "bienfaits de la colonisation", à célébrer le putsch des généraux à Alger contre la République.

...

On ne construit pas la démocratie sur des mensonges et des occultations. Après un demi-siècle, il est temps :

- que les plus hautes autorités de la République reconnaissent les massacres commis par la police parisienne le 17 octobre 1961 et les jours suivants, comme un crime d'Etat.
- que la Fondation pour la Mémoire de la Guerre d'Algérie soit redéfinie sur des bases totalement différentes.
- que l'Etat français reconnaisse sa responsabilité dans l'internement arbitraire, pendant la Guerre d'Algérie, d'Algériens dans des camps.
- que l'Etat français reconnaisse sa responsabilité dans l'abandon des harkis, les massacres et l'enfermement dans les camps en France en 1962.
- que la liberté d'accès aux archives soit effective pour tous, historiens et citoyens.
- que la recherche historique sur ces questions soit encouragée, dans un cadre franco-algérien, international et indépendant.

Avec le 50ème anniversaire de la fin de cette Guerre d'Algérie, nous attendons des plus hautes autorités de la République qu'elles reconnaissent les responsabilités de la France afin qu'une page nouvelle s'ouvre sur l'amitié et la fraternité entre les peuples algérien et français.

Rassemblement mercredi 17 octobre 2012 à 17h30
Pont du Corbeau

Signataires : Collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici » : [ATMF 67 – Attac Strasbourg – Calima Alsace – Comité de Strasbourg du MRAP – NPA 67 – PCF 67], Comité Louise Michel - Organisation de femmes EGALITE, GA 67, GU 67, PCOF 67, UJFP - Alsace.